

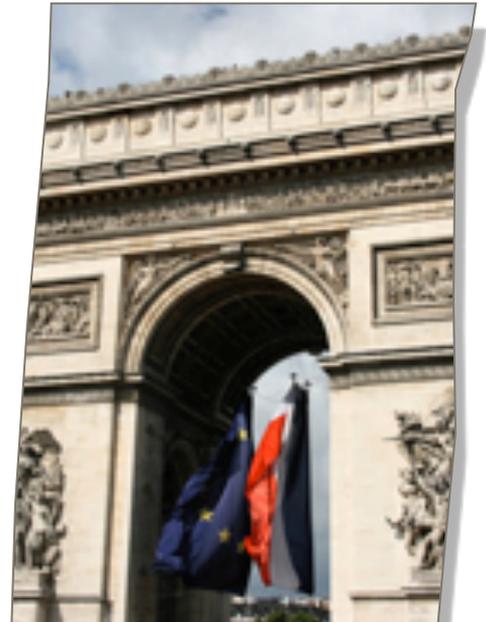
LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 11 JUIN 2014

SOMMAIRE

- 1) Un oubli de 17 ans
- 2) Léger rebond
- 3) Elle veut reprendre...
- 4) Politique juste et efficace
- 5) Succès sous silence
- 6) La colère des UMP



G.Diez La Presse en Revue

I) Isabelle Balkany aurait reconnu avoir menti au fisc



Si la thèse de la fraude est avérée, Isabelle Balkany risque jusqu'à cinq ans de prison. Le Figaro/François Bouchon

Selon BFMTV, l'épouse du maire de Levallois-Perret aurait avoué, lors de sa garde à vue fin mai, être propriétaire d'une villa de trois millions d'euros à Saint-Martin, dans les Antilles. Un bien qui n'a jamais été déclaré.

Isabelle Balkany aurait fait des aveux aux policiers lors de sa garde à vue fin mai. Selon **BFMTV**, l'épouse du maire de Levallois-Perret aurait reconnu être propriétaire d'une somptueuse villa située à Saint-Martin dans les Antilles. Estimée à 3 millions d'euros, cette propriété détenue par le biais d'une société-écran n'a jamais été déclarée au fisc. Le couple ne s'est donc, depuis 17 ans, jamais acquitté de l'impôt sur la fortune, note la chaîne d'information continue.

Soupçonnée de blanchiment de fraude fiscale, Isabelle Balkany a été mise en examen dans la foulée de sa garde à vue et astreinte, pour rester libre, à payer une caution d'un million d'euros. Saisis du dossier depuis fin 2013, les magistrats cherchent à déterminer si le couple Balkany a tenté de cacher une partie de son patrimoine au fisc.

Isabelle Balkany dit avoir bénéficié d'une succession familiale à l'étranger

Concernant cette villa aux Antilles, les juges se demandent comment elle a été financée. S'agit-il de fonds détournés des marchés publics des HLM des Hauts-de-Seine? Ou s'agit-il, comme le défend Isabelle Balkany, d'un héritage familial à l'étranger? Si la thèse de la fraude est avérée, Isabelle Balkany risque jusqu'à cinq ans de prison.

Outre la propriété de Saint-Martin, les enquêteurs de l'office anticorruption (Oclcif) de la police judiciaire s'intéressent à une villa, située à Marrakech, au Maroc, qui serait elle-aussi dissimulée derrière des sociétés écrans et des comptes bancaires dans des paradis fiscaux. Un proche des Bakany, Jean-Pierre Aubry, a été relié à une société panaméenne, titulaire de deux comptes à Singapour, et qui serait propriétaire de la villa de Marrakech.

Le couple Balkany est suspecté d'avoir dissimulé, depuis de longues années, une partie de ses avoirs au fisc. L'enquête avait débuté après les révélations de l'ancien directeur de l'office HLM des Hauts-de-Seine, Didier Schuller. Celui-ci assurait que Patrick Balkany avait ouvert un

compte en Suisse en 1994.

lefigaro.fr

II) France : rebond de 0,3% de la production industrielle en avril



L'industrie manufacturière confirme sa progression sur les trois derniers mois. Mais malgré cette embellie en avril, l'industrie dans son ensemble reste en territoire négatif sur la même période. (Photo : Reuters)

La production industrielle a connu une légère embellie en avril en progressant de 0,3%. Le mois d'avril confirme le regain de la production manufacturière qui progresse sur les trois derniers mois.

C'est un peu moins que ce qu'attendaient les économistes, mais c'est tout de même une nette amélioration. La production industrielle de la France a rebondi de 0,3% en avril, selon l'Insee, contre 0,4% attendu par un panel de 24 économistes interrogés par Reuters.

L'indice de la production de l'industrie manufacturière a dans le même temps progressé de 0,3%, après une baisse révisée à 0,4% en mars.

Le recul de mars a par ailleurs été révisé à -0,4% par l'institut national de la statistique. Il avait été annoncé auparavant à 0,7% pour la production industrielle comme pour la production manufacturière.

L'industrie manufacturière se redresse, l'industrie en général chute

Au cours des trois derniers mois, la production augmente dans l'industrie manufacturière (+0,5%) mais elle se replie dans l'ensemble de l'industrie

(-0,6%), en raison d'une forte contraction de la production d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné.

Sur cette période, la production progresse dans les autres produits industriels (+0,7%), les matériels de transport (+0,6%), les industries agricoles et alimentaires (+0,5%) et la cokéfaction et raffinage (+4,0%). Elle baisse en revanche dans les équipements électriques, électroniques, informatiques, machines (-0,8%).

La production manufacturière des trois derniers mois est supérieure à celle des mêmes mois de l'année 2013 (+1,1%).

latribune.fr

III) Cette gauche qui veut reprendre des couleurs

Frédéric Durand et Sébastien Crépel



Les convergences se cherchent à gauche entre les mécontents de la politique d'austérité gouvernementale. Samedi, une nouvelle initiative

a rassemblé des « Socialistes affligés », le Front de gauche et les écologistes, dessinant les contours d'une possible alliance « rouge-rose-verte ».

Privé de tout appui populaire – un récent sondage OpinionWay pour le Figaro indiquait que seuls 3 % des Français désiraient voir François Hollande se représenter en 2017 – le président de la République a également rompu les liens avec ses partenaires traditionnels à gauche. Les Verts se sont retirés du gouvernement et le Front de gauche n'y a jamais participé. Les profonds désaccords politiques ont creusé un sillon qui

traverse désormais le Parti socialiste lui-même. L'isolement au sommet de l'État et le refus de discuter avec sa propre majorité – la rencontre du président avec les parlementaires a été ajournée – fragilisent chaque jour un peu plus l'hôte de l'Élysée et, mécaniquement, ouvre de nouveaux espaces de débat pour trouver une issue et une alternative aux orientations jugées « suicidaires » du gouvernement.

À l'instar du colloque organisé, samedi, à Paris, par le club des Socialistes affligés. Symbole d'une élite de gauche en rupture avec les desseins de l'exécutif, le think-tank créé par l'ancien député européen Liêm Hoang-Ngoc et le chercheur Philippe Marlière tente de jeter une passerelle entre le PS et le reste de la gauche. « Parce que la gauche est en danger », souligne Philippe Marlière et parce que s'installe « une lecture nationaliste et ethnique des dominations sociales ». Car le constat est là que l'effondrement du Parti socialiste aux dernières élections n'a pas profité aux autres formations de gauche mais suscité une abstention massive et une forte poussée de l'extrême droite. Et, adossé à cette réalité, l'échec cuisant du gouvernement sur les questions structurantes comme l'emploi, le pouvoir d'achat, la fiscalité, l'éducation... Autrement résumé, la gauche au pouvoir « mène une politique de droite ».

Au-delà du verdict, désormais partagé, proposer une alternative clairement identifiée à gauche suppose de convenir d'un contenu et d'une stratégie pour changer la donne. Car la situation est dorénavant évoquée en termes crus chez les socialistes, bien au-delà du cercle des Socialistes affligés. « Énervés », voire « ulcérés » semblerait d'ailleurs convenir davantage à leur état d'esprit, face à ce qu'ils considèrent comme un véritable hold-up sur le sens du vote des Français de 2012 et, au-delà, sur celui de leur engagement au PS et au sein de la gauche. En témoignent les propos de Sylvain Mathieu, représentant de l'ensemble des courants de la gauche socialiste à la dernière élection du premier secrétaire du PS, le 15 avril dernier, où il a récolté 32,88 % des voix du Conseil national face à Jean-Christophe Cambadélis. « Tout le monde est déboussolé, voire désespéré, explique ce trentenaire, ex-secrétaire fédéral de la Nièvre, haut lieu du mitterrandisme. Depuis un an, on assiste à une parodie de démocratie au PS, comme sur le projet européen. » Pis, « chaque jour qui passe nous réserve son lot de mauvaises surprises », poursuit Sylvain Mathieu, qui se demande « si le clivage gauche-droite signifie encore quelque chose. Il y a

urgence à réagir, ça ne peut pas durer encore trois ans comme ça, ce n'est pas possible ».

Même constat chez Caroline de Haas, militante féministe qui vient tout juste de rendre sa carte et ses responsabilités au PS dans une lettre retentissante. Elle accuse le président de la République et son gouvernement de « faire disparaître les fondamentaux de la gauche » en reprenant à leur compte le fameux « Tina » (« There is no alternative », il n'y a pas d'alternative) de Margaret Thatcher. « Où est passé mon vote (de 2012 – NDLR) et celui des 17 millions de Français ? » harangue Caroline de Haas, pour qui il n'y a pas d'autre solution que « les responsables de gauche qui sont contre cette politique discutent », dans le but assumé d'entreprendre « la conquête du pouvoir ».

C'est ce pas en direction des autres forces de gauche qu'ont décidé de faire les responsables des Socialistes affligés. Une première en termes d'affichage public s'agissant d'une initiative de membres ou sympathisants du PS, puisque ce sont les discussions en interne qui, jusqu'ici, prévalaient. Dirigeants du Front de gauche, écologistes, socialistes ont accepté l'invitation pour s'atteler à la tâche explicitement formulée de « reconstruction de la gauche ». D'emblée, Pascal Durand, ancien secrétaire national d'Europe Écologie-les Verts, exhorte chacun à « dépasser les vieilles références des XIXe et XXe siècles » fondatrices des partis actuels. « Pour ceux qui pensent qu'on pourrait se contenter d'une construction tripartite (PS-UMP-FN – NDLR) avec une seule force de gauche, en agitant le spectre du Front national, c'est une recette vouée à l'échec », prévient de son côté Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste. Pour lui, « il y a en France des forces disponibles pour reconstruire une alternative majoritaire de gauche, et le Front de gauche a conscience qu'il doit changer pour être l'un des animateurs de ce travail ». Une tâche à mener avec tous les partenaires disponibles « sans préalable d'aucune sorte ».

Le "scénario Syriza" ouvertement envisagé

Mais la question du « comment faire » reste posée. Dans tous les cas, les socialistes mécontents n'entendent pas jeter le PS, ses militants et électeurs qui lui sont attachés, avec « l'eau du bain » gouvernementale. Dans un premier temps, ils se donnent pour mission d'obtenir un congrès en octobre avec l'objectif de

prendre la majorité, et donc « de mettre Manuel Valls en minorité », comme l'a répété à plusieurs reprises Gérard Filoche, de l'aile gauche du parti. Il préconise, d'ici là, « une bataille d'amendements » à l'Assemblée nationale pour le collectif budgétaire qui doit passer en Conseil des ministres demain. Si cette option échoue, reste le « scénario Syriza », du nom de la coalition de gauche radicale grecque, ouvertement envisagé par Philippe Marlière. En, d'autres termes, il s'agirait d'opérer un « dépassement du Front de gauche et du PS » dans une nouvelle force prenant la relève à gauche d'un PS discrédité par ses renoncements.

Dans les deux cas, il s'agirait de donner corps à cette alliance majoritaire « rouge-rose-verte » que les Socialistes affligés appellent de leurs vœux. « Est-il raisonnable de penser que la minorité du PS devienne la majorité », questionne, incrédule, Clémentine Autain (Ensemble), qui milite pour « un cadre nouveau » avec « les mécontents du PS, le Front de gauche, Nouvelle Donne, etc. » pour « réconcilier les citoyens » avec la politique. Pour Éric Coquerel (Parti de gauche), ce qui importe avant tout est de « ne pas être assimilés à la politique du gouvernement », l'urgence étant de se montrer « utiles au pays et de proposer des alternatives concrètes ». Enfin, sensiblement en décalage avec la revendication d'une VIe République censée rompre avec la personnalisation de la politique, Eva Joly propose d'ores et déjà l'organisation d'une « primaire pour un candidat unique des socialistes qui ne sont pas dans la théorie libérale, des écologistes et du Front de gauche ». Liêm Hoang-Ngoc, lui, a pris note des points convergents : « Lutte contre l'austérité, nécessité de fonder une VIe République, défense des services publics, lutte contre le traité transatlantique, mise en place d'une politique de la demande, nationalisation ou participation de l'État au capital des grandes entreprises industrielles... » Autant d'éléments qui peuvent selon lui constituer « une plate-forme d'action commune ». Et de conclure : « Quand on veut se rassembler, on peut. »

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Pour une politique de gauche juste et efficace

J'ai participé avec les autres parlementaires de l'appel des 100 à la plateforme économique que vous retrouverez ci-dessous et qui propose une réorientation profonde de la politique menée depuis deux ans.

Ces propositions se traduiront par des amendements aux différents projets de loi de finances. Mobilisons nous pour qu'elles soient majoritaires à gauche à l'Assemblée et au Sénat. Elles vont dans le sens du plan de relance écologique et social pour la France et pour l'Europe que nous avons développé dès février 2013 avec Maintenant La Gauche.

La politique économique de la France doit rechercher l'efficacité, elle ne saurait aggraver les inégalités. Dans les prochains jours, le Parlement sera saisi de textes budgétaires exceptionnels que nous voulons améliorer et amender. Élus d'une majorité dont nous sommes solidaires, il est de notre devoir d'aider notre pays à trouver le « bon chemin », une voie juste qui rassemble le pays pour son redressement.

Force est de constater que la situation économique est difficile et les perspectives peu réjouissantes. Alors que la croissance s'est arrêtée au premier trimestre 2014, la plupart des instituts de conjoncture pronostiquent une hausse du chômage pendant 18 mois encore. Les plus récentes, comme celles de l'UNEDIC, intègrent pleinement l'ensemble des politiques en cours ou prévues dans les trois ans à venir, telles que détaillées dans le discours de politique générale du Premier Ministre.

Trois raisons de fond expliquent la poursuite, prévisible, d'une situation de la croissance et de l'emploi qui demeurera dégradée pendant encore de nombreux mois.

- La première est européenne : l'euro est trop cher et la trajectoire de réduction des déficits trop brutale. Les efforts, trop lourds, brident l'activité et appellent toujours plus de sacrifices, de chômage, toujours moins de croissance et par suite sans résultat sur les déficits et la dette. Le Président de la République a demandé une réorientation européenne ; l'obtenir est une priorité vitale de la diplomatie française. Pour

nous, aucun candidat à diriger la commission européenne ne saurait recevoir le soutien de la France sans prendre des engagements en ce sens. La question de la mutualisation des dettes souveraines est aussi une priorité : le désendettement de l'Europe ne peut reposer sur la seule rigueur budgétaire, elle doit aussi se fonder sur le soutien monétaire -comme l'ont fait toutes les autres grandes économies de l'OCDE-, ce qui dans le même temps ramènera l'euro à un meilleur parité. Ces décisions, conjuguées à un plan d'investissement européen dans les secteurs stratégiques, redonneraient à l'Union le rôle volontariste qui lui fait défaut.

- La deuxième raison est nationale, et tient au réglage des politiques macroéconomiques. Aujourd'hui, la plupart des économistes estiment que la stagnation de notre économie provient d'avantage d'une insuffisance de la demande que de problèmes liés à l'offre : le rapport est de 80% / 20% par exemple pour l'OFCE, qui se fonde sur les déclarations des chefs d'entreprises eux-mêmes. Or les lois de finances à venir sont tournées à 90% vers l'offre avec 41 milliards de baisses d'impôts pour les entreprises. Certes, 5 milliards d'euros sont prévus pour les ménages sous forme de baisses d'impôt sur le revenu et de cotisations salariales, mais ils ne font que compenser les gels prévus de prestations (retraites de base et complémentaire, allocations logement, familiales, invalidité...). Dans ce contexte, l'effet de ciseaux est inévitable : d'un côté la lenteur inévitable des créations d'emplois liés à la politique de l'offre, et de l'autre les effets négatifs immédiats, d'ampleur plus importante de la contraction budgétaire. Le solde est négatif et la montée du chômage inéluctable dans les mois qui viennent.

- La troisième raison est l'absence de ciblage et de conditionnalité des baisses d'impôts et de cotisations prévues pour les entreprises. Nous avons bien noté qu'une montée en charge en trois temps est prévue, avec un bilan au terme de chaque étape avant de décider de passer à la suivante. Sur le papier, la démarche est séduisante, dans la réalité elle est inopérante : on sait bien que dans un an, au moment où la décision devra être prise d'engager la deuxième marche, il sera trop tôt pour évaluer les effets complets de ces mesures. Elle est en outre contreproductive pour les entreprises : elles ont besoin de lisibilité pour fonder leurs choix d'investissements, ce que ne permet pas le mécanisme prévu. Plutôt qu'un pacte sans sélectivité ni conditionnalité, la France a besoin

d'un véritable Pacte de compétitivité concentrant les aides publiques sur les entreprises manufacturières qui investissent dans la recherche, la modernisation des équipements, la formation des hommes et aide les entrepreneurs qui ont des projets plutôt que ceux qui ont des humeurs.

Pour nous, cette question est fondamentale. Elle l'est d'abord pour des raisons macroéconomiques, mais aussi pour ne pas prêter le flanc à la critique très présente, qui a tant pesé dans nos deux récents échecs électoraux, selon laquelle trop souvent les efforts demandés ne profitent pas à l'emploi, ni même à l'entreprise, mais à ses dirigeants. C'est cette confiance-là qu'il nous faut d'abord rétablir : la garantie que les lourds efforts demandés aux français sont justement répartis et seront utiles pour l'emploi.

Cette analyse de la situation nous a conduit à préparer une plateforme de propositions respectant la trajectoire de réduction des déficits programmée par le gouvernement mais réduisant un montant d'allègement sur les entreprises mal ciblé et mal calibré, pour en réorienter une partie vers des mesures plus justes et plus efficaces dans la situation conjoncturelle de notre pays. Fruit du travail des parlementaires de l'Appel des 100 détaillé en annexe, les axes pour 2015-2017 en sont les suivants :

- un rallumage de la consommation, obtenu en portant le soutien au pouvoir d'achat des ménages à 16,5 milliards (contre 5 milliards prévus actuellement), à l'image de celui engagé par Matteo Renzi en Italie. Nous défendons l'idée d'une mesure unique et puissante : la création de taux réduits de CSG pour les classes moyennes et populaires. Les tranches seraient identiques à celles de l'impôt sur le revenu, ouvrant la voie à une fusion ultérieure. Une étape décisive vers la création d'un impôt citoyen pleinement juste aurait été ainsi franchie, remplissant ainsi un engagement important de la campagne présidentielle. Nous souhaitons aussi la suppression des gels prévus des allocations familiales, logement, invalidité, accidents du travail (2,5 milliards d'euros). De la même manière, les retraites complémentaires pour les retraités, dont le montant total des pensions est inférieur à 1200 euros devront être protégées conformément à l'engagement de « maintien du pouvoir d'achat » que le Premier Ministre a pris à leur égard.

- une enveloppe annuelle de 5 milliards

d'investissements publics locaux. Pour bénéficier pleinement de la montée en charge du CICE, les entreprises seraient invitées à utiliser un quart de ce dernier au cofinancement de projets de transports en commun, de construction de logements, d'investissements liés au développement durable. Dans l'esprit du 1% Logement ou du versement transport, les entreprises participeraient ainsi davantage au développement local en orientant les choix d'investissements d'avenir dans ces domaines, sans surcoût pour elles. Co-financeurs de ces choix d'investissement, les collectivités locales qui veulent et doivent être pleinement associées au redressement productif auraient ainsi les moyens d'y parvenir, alors que sinon, avec les 11 milliards de baisse des dotations prévues sur 2015-2017, un coup d'arrêt aux investissements publics et un effondrement de l'activité du BTP paraît inévitable. Ce serait un dispositif trois fois gagnant : pour les territoires qui bénéficieraient d'investissements supplémentaires, pour l'ensemble entreprises qui pourraient mieux les orienter en fonction de leurs besoins et de ceux de leurs salariés, pour les entreprises qui oeuvrent dans les domaines visés qui bénéficieraient ainsi d'un puissant soutien à leur activité.

- la création de 150 000 emplois aidés et 150 000 contrats en alternance pour 2 milliards d'euros. Les emplois d'avenir pourraient être ouverts à tous les chômeurs de plus de deux ans (« emplois d'avenir CLD ») et leur enveloppe portée de 150 000 à 300 000 ; un plan de 150 000 contrats supplémentaires d'apprentissage et de professionnalisation serait engagé sous forme d'avantages fiscaux pour les entreprises dépassant le taux de 6% ou embauchant un deuxième apprenti pour les plus petites.

- la concentration des baisses d'impôts entreprises sur celles qui en ont réellement besoin, permettant d'assurer intégralement par redéploiement ces 18,5 milliards nécessaires pour le pouvoir d'achat, l'investissement public local et l'emploi. Sur les 41 milliards d'euros prévus pour les entreprises, seul un tiers (12 milliards) va aux secteurs exposés à la concurrence internationale. Par un ciblage précis, les mesures en faveur des entreprises vers l'industrie, la recherche et l'innovation, avec 22,5 de milliards d'euros ciblés, on peut donc aider potentiellement deux fois plus puissamment les entreprises qui en ont besoin pour leur développement. Afin d'y parvenir, nous proposons de flécher le CICE (15 milliards annuels) sur une liste limitative de cinq dépenses : recherche, innovation, compte

personnel de formation, projets liés aux 34 filières prioritaires, mutation écologique. Les baisses de cotisations patronales (fixées à 5 milliards), seraient quant à elles conditionnées à un accord d'entreprise –et de branche, d'accès direct pour les plus petites- ; la baisse de l'IS (2,5 milliards) serait réservée aux entreprises qui réinvestissent plus de 90% de leurs bénéfices.

Nous avons conscience que ces inflexions excèdent par leur volume ce qui relève habituellement de la discussion budgétaire dans notre pays sous la Vème République. Mais, issues d'un travail approfondi associant une centaine de parlementaires et de nombreuses consultations, elles ne sont en rien contraires à nos institutions, ni aux débats auxquels on assiste dans d'autres grandes démocraties. Chacun a gardé en mémoire celui très médiatisé du relèvement du plafond de la dette américaine, entre le Président des Etats-Unis et le Congrès. Nous imaginons aussi sans peine les résistances du patronat institutionnel, mais nous sommes convaincus que la perspective économique nouvelle qui s'ouvrirait rallierait la plupart des entrepreneurs de notre pays. Elle aurait à coup sûr pour vertu de contribuer à ressouder notre majorité.

Cette plateforme est en effet de nature à mettre notre pays sur de bien meilleurs rails. Les rééquilibrages opérés portent sur 1 point de PIB. En confortant la demande globale privée et publique au lieu de la comprimer, tout en respectant le rythme de réduction des déficits, ces rééquilibrages sont la réponse pertinente à une sortie de récession dont les économistes savent qu'elle ne peut se faire sans redressement de la demande. En favorisant l'emploi et une nette accélération de la croissance des 2015, il en résulterait une baisse du chômage de 150 000 d'ici fin 2015 au lieu de la hausse prévisible ; cela conforterait de surcroît la réduction des déficits.

Nos propositions permettent à chacun, salariés, entrepreneurs, décideurs publics, d'être dans une logique à la fois de responsabilité d'une démarche partagée, d'équilibre dans les efforts consentis, et d'efficacité pour les résultats attendus pour la croissance et l'emploi. Dans un moment décisif pour notre majorité et pour l'espoir né en 2012, c'est la belle alliance à laquelle nous appelons aujourd'hui et qui doit pouvoir entraîner une majorité de Français à nos côtés.

Croissance, emploi, pouvoir d'achat, investissements publics : sans renoncer au sérieux

budgétaire, il est temps d'engager le tournant promis en 2012 qui permettra aux Français de bénéficier du fruit de leurs efforts !



MN
Lienemann

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Un (rare) succès d'Hollande étrangement passé sous silence



Il faut se souvenir de ce que disait les médias sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. A écouter leur propagande il aurait sauvé la Grèce, l'Europe, les banques, la Libye, la Géorgie, Ingrid Betancourt....

On cherchait en permanence à mettre en valeur son image. On prenait un malin plaisir à nous dire qu'il avait réussi à enfiler le costume de Président après un début difficile. (calamiteux serait plus approprié).

Dès qu'il rencontrait un grand de ce monde, on cherchait en permanence à le mettre en valeur, à nous dire qu'il avait une forte influence.

Or, si l'on regarde bien tous ces sujets les uns après les autres, on se rend compte que tout cela n'était que poudre aux yeux. La Grèce se porte toujours aussi mal, l'Europe également. Si les banques ont été sauvées, elles ne l'ont pas été que chez nous, et plus grave, au détriment des populations. Sur la Libye, tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui que cette intervention n'a eu que des conséquences désastreuses, etc...

Par contre il en va tout autrement du Président Hollande. Dans son cas on ne risque pas de voir les médias en faire trop sur son action, lui attribuer des succès qu'il n'a pas eu. La plus belle preuve étant ce qui vient de se passer lors les cérémonies du 70ème anniversaire du débarquement en Normandie.

Tout d'abord, et malgré les critiques, il a maintenu son invitation à Vladimir Poutine,

lancée avant la crise ukrainienne, une invitation lancée afin de rendre hommage au peuple russe qui a rendu possible la victoire contre les nazis. Puis il a organisé un double dîner le 5 juin, en premier avec le Président Obama, puis avec M. Poutine. Il est fort probable que lors de ce double dîner, le chef de l'état a invité les deux protagonistes à se parler le lendemain.

Lors de cet échange entre Obama et Poutine, le Président américain aurait demandé à son homologue "d'apaiser les tensions en Ukraine", sous peine de voir s'aggraver l'isolement de la Russie par les Occidentaux. Vladimir Poutine, qui a aussi rencontré Angela Merkel, David Cameron et François Hollande, a qualifié ces échanges de vue "très positifs". Avec Barack Obama, "nous avons discuté deux fois, de manière assez substantielle à mon avis", a déclaré le président russe.

Il faut savoir également, qu'avec la complicité d'Angela Merkel, François Hollande a profité de l'avant déjeuner au château de Benouville pour organiser une discussion entre Vladimir Poutine et Petro Porochenko, le président ukrainien nouvellement élu.

Bien sur on ne peut tirer de conclusions définitives sur ces échanges. Mais si ces rencontres entre Poutine et Porochenko d'une part, et Poutine et Obama d'une autre, sont autant mis en avant par les médias pour dire qu'une avancée dans la sortie de crise ukrainienne est possible, il est très étrange de voir si peu relevé le rôle joué par François Hollande dans ces négociations.

A une autre époque, et sous un autre Président, il va sans dire que dans une même situation, les médias auraient cherché à mettre exclusivement en avant le rôle tenu par Nicolas Sarkozy.

D'ailleurs il aurait tenu personnellement à s'attribuer ces succès, il aurait envoyé sa garde rapprochée afin de faire savoir qu'il venait de sauver le monde et l'univers. Et les médias, plus courtisans que jamais, auraient repris ce couplet insupportable.

Rendons grâce au moins à François Hollande de nous épargner tout cela dorénavant.

Mais tout de même, avouons qu'il est troublant que dans pareil cas les médias réussissent encore à se moquer de lui. Il suffit de voir le terme utilisé par certains d'entre-eux avec le terme,

"entremetteur", pour comprendre que tout ce qu'il peut faire sera toujours sous-évalué ou dénigré par les médias.

Alors, pourquoi tant d'écart entre ce qui se faisait sous le quinquennat précédent et celui-ci ?

Pourquoi d'un coté réussissait-on à faire croire à l'opinion qu'un échec était une victoire, et pourquoi aujourd'hui lorsque le Président obtient un succès, il n'en tire aucun bénéfice.

Cela vient-il des médias, ou bien de son entourage qui est d'une grande médiocrité en terme de communication ?

Les deux fort probablement.

agoravox.fr

VI) Bygmalion, Sarkozy, bataille d'égos... : la source colère des députés UMP

Alors qu'une petite poignée de ténors UMP se déchirent par médias interposés, la majorité des élus de l'opposition assiste, affligée, à la déconfiture du parti. Mediapart donne la parole à ces députés que l'on n'entend jamais. Et qui n'en peuvent plus de payer pour les autres.

Ils sont « en colère », « déçus », « désespérés », « meurtris », « tétanisés ». Ils ont découvert l'affaire Bygmalion dans la presse et ont suivi le limogeage de Jean-François Copé via les réseaux sociaux. Ils attendent à présent le bureau politique de mardi pour savoir si le triumvirat Fillon-Juppé-Raffarin sera mis en place. Attendre, ils ne peuvent faire que cela.

Ils ont également lu le papier du Point consacré à Jérôme Lavrilleux dans lequel l'ancien directeur de cabinet de Copé traitait Laurent Wauquiez de « raclure » et expliquait que François Baroin et Alain Juppé étaient « morts de l'intérieur ». Ils sont encore stupéfaits par l'idée « qu'on puisse cultiver la haine de cette façon ».

La plupart d'entre eux ont traversé la guerre Copé/Fillon pour la présidence de l'UMP sans

mot dire, mais en prenant souvent partie pour l'un ou l'autre des deux candidats. Ils croyaient être sortis des batailles d'égos et se rendent compte aujourd'hui que « tout était sous-jacent ». Ils craignent pour l'avenir de leur parti. Veulent savoir ce qu'il s'est passé exactement. Et se posent beaucoup de questions. Où ont disparu les millions évoqués dans les médias ? Qui est responsable de ce « gâchis » ? Et surtout : comment et quand l'UMP pourra-t-elle enfin sortir de cette « catastrophe » ?

Nombre d'entre eux plaident en faveur d'un renouvellement de génération. Certains voient encore Nicolas Sarkozy comme la solution miracle, tandis que d'autres ne veulent plus entendre parler. « Il est parti en disant qu'il ne referait plus de politique et qu'il voulait faire du fric. S'il revient, il faudra qu'il explique aux électeurs pourquoi il est allé donner des conférences à 200 000 euros pour des banques qui nous ont ruinés », s'agace ainsi Thierry Lazaro, député UMP du Nord.

Mediapart a interrogé ces élus que l'on n'entend jamais réagir aux affaires. Et qui aimeraient de temps à autre faire mentir l'adage de William Cowper : non, celui qui crie le plus fort n'a pas forcément toujours raison.

Thierry Lazaro, conseiller politique et député du Nord. Avait soutenu François Fillon en novembre 2012.



Thierry Lazaro. © Capture d'écran Dailymotion/Groupe UMPAN

« Ce que nous disent les militants ? N'en parlons même pas, tant c'est désespérant. Le pays n'est pas dirigé. Personne ne conteste l'inefficience de Hollande. Quant à nous, nous donnons une image déplorable... Les militants socialistes se cachent parce qu'ils ont honte. Et les électeurs de droite se cachent aussi, mais pour d'autres raisons, des raisons particulièrement troubles... »

« On en prend plein la tête sur le terrain. Moi, ça va encore parce que je suis un peu en marge, mais il y a une forme de désespérance. On est dans une cour de récréation remplie de gens qui aboient. Même dans une porcherie, on se tient mieux. Quand j'entends Lavrilleux qualifier Wauquiez de "raclure", je me dis que ce n'est plus possible. Je ne jette pas l'opprobre sur Copé. Sa décision a été claire. Tout le monde fait haro sur lui maintenant, mais ce n'est plus le débat ! Qu'on nous dise où l'on va ! »

« On est au bord de l'implosion, je me demande même si l'on n'a pas déjà implosé. Quand j'entends parler de ces millions d'euros qui ont disparu, j'ai honte. J'espère que l'enquête judiciaire va aller vite. Ils sont tous là à dire que personne n'aurait osé parler à Nicolas Sarkozy pendant la campagne. Mais pourquoi ? C'était une terreur ? »

« Maintenant, on nous parle de son retour. Mais si Sarkozy voulait revenir, il n'avait qu'à le dire depuis longtemps et de façon claire. Ça nous aurait évité l'épisode de novembre 2012. Ce pas de deux, ça commence à bien faire. Il est parti en disant qu'il ne referait plus de politique et qu'il voulait faire du fric. S'il revient, il faudra qu'il explique aux électeurs pourquoi il est allé donner des conférences à 200 000 euros pour des banques qui nous ont ruinés. Autant je n'imaginai pas De Gaulle à l'arrière d'un scooter avec un casque, autant je ne l'imaginai pas non plus aller faire des conférences chez Goldman Sachs. »

« Sarkozy a réussi un tour de force en faisant croire qu'on n'avait pas vraiment perdu en 2012. Mais la claque a été horrible ! S'il avait fait preuve d'humilité, jamais nous n'aurions perdu. Cette défaite, c'est celle d'une forme d'arrogance. Et je ne vois pas en quoi il a changé sur ce point. On nous dit : "Il peut gagner parce qu'il a l'aura d'un président sortant." Pardon ? Président sortant ? Non, président sorti, ce n'est pas la même chose. »

« Cela m'avait déjà hérissé de faire un chèque pour le "Sarkothon". Moi, si mes comptes avaient été rejetés, on m'aurait craché dessus ! Vous voyez, je ne suis plus de bonne humeur. Je suis en colère, meurtri. J'ai participé à la fondation de l'UMP, je me suis battu pour ce parti. Pour en arriver là ? Mais qu'est-ce qu'on fait là ? Trente ans de combat politique pour me rendre compte que je n'ai servi à rien ? Toutes les vieilles barbes, j'en ai marre. Il faut que les jeunes prennent la relève. »

Marie-Christine Dalloz, conseillère politique et députée du Jura. Avoir soutenu Jean-François Copé en novembre 2012.



Marie-Christine Dalloz. © Capture d'écran Dailymotion/ Groupe UMP AN

« J'ai le sentiment d'un gâchis terrible. Je suis profondément déçue. J'attends à présent que la justice fasse son travail et tout son travail. Je ne sais pas ce qu'il s'est passé, mais je veux le savoir. J'ose espérer que nous aurons des conclusions assez rapides sur le montant des sommes dont on nous parle. Tant que nous n'aurons pas de conclusions précises, ce sera difficile de travailler ensemble. »

« Dans la situation actuelle, il n'y a pas de leadership naturel. Personne ne sera convaincu par personne si l'on continue de diviser ainsi les écuries. Je crois que celui qui peut aujourd'hui rassembler l'ensemble de l'équipe, c'est Nicolas Sarkozy. »

« Ma grande naïveté a été de penser que le duel pour la présidence était définitivement derrière nous. Mais en réalité, rien n'était apaisé, tout était sous-jacent. Pour autant, je ne regrette pas d'avoir pris fait et cause pour Jean-François Copé en novembre 2012. Je suis atterrée par certains propos que j'entends. Jeter l'opprobre sur tout le monde, comme ça, ça me désespère. Ces échanges sont pitoyables. Ils ne sont faits que pour exister médiatiquement. Je n'imaginai pas qu'on puisse cultiver la haine de cette façon. »

« Les militants sont partagés entre la déception et la frustration. Certains sont en colère, mais ils arrivent tout de même à faire la part des choses entre la réalité et ces déclarations excessives. »

Pierre Morel-A-L'Huissier, conseiller

politique, secrétaire départemental, conseiller général et député de Lozère. Avait soutenu Jean-François Copé en novembre 2012.



Pierre Morel-A-L'Huissier. © datar.gouv.fr

« Je suis le seul député de Lozère, département dont le préfet est Guillaume Lambert, l'ancien directeur de campagne de Nicolas Sarkozy. Il s'est cloîtré dans sa préfecture depuis 6 jours. Personne ne le voit. Cela crée une atmosphère beaucoup plus lourde ici qu'ailleurs. »

« Les gens ne comprennent pas ce qui est en train de se passer. Ils me disent : "Vous, vous êtes à part, on vous connaît." Je suis avocat, on me crédite d'une certaine éthique, mais je souffre quand même de cette situation. C'est très malsain. Les gens me posent des questions, mais je ne peux pas leur répondre car je ne sais pas moi-même. Et la non-réponse, c'est énigmatique pour eux et ce n'est pas bon pour moi. Il y a un amalgame très mauvais. »

« Les personnes que l'on voit dans les médias ne sont pas représentatives : Juppé, Fillon, Raffarin, Wauquiez, Morano, Hortefeux, NKM... Personne n'est en capacité aujourd'hui de prendre des décisions. Il va encore y avoir des départs forcés. L'UMP va être très chaotique. On est dans l'implosion. Je suis inquiet de ce qui se passe et je ne suis pas sûr de rester. Si ça continue comme ça, je me mettrai en réserve de l'UMP. À un moment donné, trop c'est trop. Je ne suis pas dans la vie politique pour ce pugilat. »

« Sarkozy n'est pas providentiel dans le sens où il a été battu par Hollande. Il a perdu alors qu'il ne se trouvait pas face à une grosse machine. C'est quelqu'un de brillant, mais pour moi, il n'était pas assez proche des territoires. Son gros échec, c'est

son entourage. Je ne suis pas pour son retour. »

« Dans l'électorat rural de droite, les gens ne voulaient plus de Sarkozy. Ils considéraient avoir été abandonnés. Les militants voient qu'il est très velléitaire, mais que cela ne s'est pas traduit pendant son mandat. Ils disent : "On a vu pendant 5 ans, il a fait des choses, mais il n'est pas allé jusqu'au bout." Tout ce qui se passe aujourd'hui... Ce n'est plus possible ! On ne veut plus de cela ! Il faut tout changer. »

Philippe Houillon, député du Val-d'Oise. Avait soutenu François Fillon en novembre 2012.



Philippe Houillon. © Facebook/Philippe Houillon

« Les sympathisants et militants UMP sont tétanisés. Certains n'y croient même pas. C'est tellement énorme... Par rapport à la flopée d'informations qu'on a sur le sujet, les gens en parlent assez peu, non pas parce qu'ils ne s'y intéressent pas, mais parce qu'ils sont complètement désespérés. L'opposition avait vocation à reprendre très rapidement les rênes et à redonner confiance aux Français et finalement, ce n'est pas ce qui se passe. C'est désolant. »

« Nous autres, élus de terrain, nous avons la confiance de nos citoyens, nous gagnons des élections... Mais tout cela est écorné par des choses qu'on ne maîtrise pas. On ferait bien de nous écouter davantage. Quand on voit les propos que tiennent les uns et les autres... Ce n'est pas l'idée que la grande majorité des élus que nous sommes se fait de la politique. »

« Je ne suis pas sûr que le retour de Nicolas Sarkozy soit une excellente chose. Beaucoup de questions se posent. Est-ce qu'un ancien président doit reprendre la tête d'un parti ? Avec qui autour

de lui ? Est-ce qu'il sera encore entouré de ces personnes qui ne font pas l'unanimité et qui sont celles que l'on entend aujourd'hui ? Il y a des questions sur cette affaire Bygmalion. Tôt ou tard, elles sortiront. Je pense qu'il va être encore plus une cible. Dans l'intérêt général du parti, est-ce que c'est une bonne décision ? Je ne sais pas. »

« Je n'ai pas le sentiment d'un amalgame entre ce qui se passe à l'UMP et nous autres, élus de terrain, mais c'est vrai que cela alimente cette vieille idée du "tous pourris". C'est très désagréable. On prend pour nous alors que c'est injuste, on n'y est pour rien. On ne peut pas être fier de ce qui se passe. »

Éric Straumann, secrétaire national, secrétaire départemental, conseiller général et député du Haut-Rhin. Ne souhaite pas s'exprimer sur son soutien de novembre 2012.



Jean-François Copé et Eric Straumann. © Facebook/Éric Straumann

« Je suis étonné par le sang-froid des militants. Contrairement à novembre 2012, je n'ai pas eu de retour de carte d'adhérent à l'UMP. Nos électeurs sont très contents de notre travail de proximité. Ils nous disent : "C'est à vous de monter et de faire le ménage." Les gens sentent que l'on passe à autre chose. Tout le monde est dans l'attente. »

« On sait aussi que tout cela va passer et que plaie d'argent n'est pas mortelle. En 2012, c'était différent parce qu'on ne savait pas comment on allait sortir de la crise. Là, on en sort. Je ne sais pas si le triumvirat Fillon-Juppé-Raffarin est une bonne chose, mais la situation était tellement difficile qu'on ne pouvait pas faire autrement. »

« Je regrette les invectives. Les gens s'autodétruisent eux-mêmes. Quelqu'un comme

Lionel Tardy (député de Savoie monté au créneau contre Jean-François Copé dès les premières révélations du Point sur l'affaire Bygmalion – ndlr) est totalement discrédité auprès des élus de base. »

« Nicolas Sarkozy mobilise fortement notre électorat. Les militants ont une volonté de revanche par rapport à la défaite de 2012. Je ne sais pas si son retour à la tête de l'UMP est une bonne chose parce que je pense que le futur président du parti ne devra pas être candidat aux primaires. »

Marianne Dubois, secrétaire nationale et députée du Loiret. Avait soutenu François Fillon lors de l'élection de novembre 2012 pour la présidence de l'UMP.



Marianne Dubois. © Facebook/Marianne Dubois

« Ce qui se passe est catastrophique pour notre famille politique. Les propos qui sont échangés sont extrêmement violents. Militants, sympathisants, élus... On en a tous ras-le-bol. Nos électeurs ne sont plus en état d'entendre ni d'écouter qui que ce soit. Ce qui les intéresse, c'est leur avenir, et personne n'en parle. »

« Il faut quelqu'un de fort pour dire stop à tout cela. Je ne sais pas si cela peut être Nicolas Sarkozy, mais qu'importe la personne ou le courant dont elle est issue : il faut que tout ce spectacle s'arrête ! Les Français attendent autre chose de nous. »

« Chacun y va de sa petite phrase. C'est une situation très agaçante parce qu'on se rend compte qu'il y a plusieurs niveaux de députés :

ceux qui sont dans les médias et ceux qui sont sur le terrain. Malheureusement, nous sommes tous mis dans le même panier. Et c'est à nous de justifier ce que font les autres... Du coup, on courbe le dos. »

**Jean-Pierre Decool, député du Nord.
Apparenté UMP, mais non encarté.**



Jean-Pierre Decool. © Facebook/Jean-Pierre Decool

« Ces affaires font du mal à tout le monde. Je ne suis pas encarté à l'UMP et je ne le serai jamais. Le fait que je ne sois qu'apparenté met beaucoup plus à l'aise les militants, même si je sens qu'en ce moment, sur le terrain, on me parle moins facilement qu'avant. Il y a un peu plus de réserve. Ce qui se passe à l'UMP est regrettable, parce que les partis politiques devraient être les terrains de la démocratie et que ce n'est pas le cas. »

« Les électeurs sont à saturation de ce type de comportements. Les partis politiques ne prennent pas assez en compte les propositions du terrain parce qu'ils ont trop d'enjeux de pouvoir. Et ça, c'est absolument regrettable. Il faut que l'abcès soit rapidement crevé, sinon les affaires de l'UMP vont polluer le débat à droite pendant quelque temps. »

« Toute personne qui n'a pas une forme de virginité intellectuelle devrait renoncer à prendre le leadership de l'UMP. On voit bien qu'aux municipales, ce n'est pas la droite qui a gagné, c'est l'antisystème. Les gens ne veulent plus des barons de la politique. Il faut une révolution intellectuelle. »

**Annie Genevard, conseillère politique,
députée du Doubs et maire de Morteau.
Avait soutenu François Fillon en**

novembre 2012.



Annie Genevard. © anniegenevard.fr

« Le premier sentiment que l'on a, c'est la désolation. On a l'impression que quelque chose est gâché. Passé le moment de colère et de rejet, les gens nous disent qu'ils restent tout de même attachés à l'UMP. Il est indispensable que la justice face la clarté très rapidement sur ce qui s'est passé. Il faut qu'on purge la dimension judiciaire de la situation. »

« La droite est fragilisée et cela m'attriste. Je suis estomaquée par ce que dit Lavrilleux dans Le Point. C'est calamiteux. Pour moi, ce n'est pas du tout représentatif de l'UMP. Les insultes abaissent ceux qui les profèrent. Il faut sortir de cette situation mortifère parce qu'il y a un réel danger. Le parti est dans une situation financière et morale dangereuse. Si l'on continue comme ça, il sera en péril. »

« On a énormément de talents à l'UMP. Sarkozy en est un, mais il n'est pas le seul. Les primaires départageront les tendances. En attendant, il faut calmer les esprits, redonner la parole aux militants et leur donner le sentiment qu'ils sont considérés, et pas seulement quand on leur demande de l'argent. »

LAPRESSEENREVUE.EU

Patrick Labaune, secrétaire départemental, député de la Drôme et conseiller général de Rhône-Alpes. Avait soutenu Jean-François Copé en novembre 2012.



Patrick Labaune. © Facebook/Patrick Labaune

« Cette affaire est déplorable. Je vois que les choses évoluent et pas dans le bon sens pour nous. Avant, les gens me parlaient du résultat des européennes, de la montée du Front national. Maintenant, ils me parlent de Bygmalion... Les militants et les sympathisants sont en colère, ils ont le sentiment d'avoir été trompés et sont catastrophés pour la suite. »

« À l'UMP, tout le monde a sa petite musique, ses petits égos. Ça part un peu dans tous les sens. C'est O.K. Corral. J'en suis malade pour le mouvement. L'affaire Copé/Fillon avait meurtri les militants, mais depuis les municipales, on voyait un regain pour les adhésions et là, bingo, ça recommence à chuter. L'union fait la force. Tirer les uns sur les autres, ça ne paye pas. »

« Qu'on le veuille ou non, Nicolas Sarkozy pèse énormément au sein de l'UMP. Mais il y a des dizaines d'affaires... Le jeu continue. À voir. Les militants parlent de tout cela en disant que trop, c'est trop. Bygmalion, c'est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Cela peut ébranler la base. C'est pour ça que le retour de Nicolas Sarkozy risque d'être plus précipité. Il a une image de dynamisme, d'autorité, de compétence. Mais aujourd'hui, cette affaire Bygmalion, plus les autres, fait douter sur l'image du garçon. »

« Je suis un des plus anciens secrétaires départementaux de l'UMP. En 28 ans, j'en ai connu des hauts et des bas. La bagarre Balladur/Chirac en 95 a été aussi dure que la situation que

nous traversons actuellement. Le grand gagnant de tout cela est évidemment le Front national. Pourtant, et c'est le paradoxe de la vie politique, nous allons continuer à gagner. Ou plus exactement, c'est le PS qui va perdre. »

Denis Jacquat, secrétaire national, député et conseiller général de Moselle. N'avait pris parti pour aucun des deux candidats en novembre 2012.



Denis Jacquat et François Fillon. © Facebook/Denis Jacquat

« La crise que traverse l'UMP a un impact négatif sur les militants et les sympathisants. On sent une énorme déception. Je rencontre des gens qui me disent : "Si j'étais encarté à l'UMP, j'aurais rendu ma carte." C'est la première fois que j'entends des propos de ce type. Il y a un malaise. »

« S'il y a des problèmes, il faut les régler entre nous, pas dans la presse. Chaque fois que quelqu'un de l'UMP prend la parole pour parler de nos problèmes, on perd 5 000 électeurs. Christian Jacob a demandé en réunion de groupe UMP qu'on évite les déclarations de ce type, or je vois que ça continue. Ce n'est pas sain. »

« Les gens sont déçus. La répétition des petites phrases rend tout cela nocif. N'oublions pas que nous sommes dans un contexte où le Front national est premier. Les personnes qui votent FN ne supportent plus la droite ni la gauche. Remonter est plus long que descendre. »

« Vu l'accumulation des petites phrases et des interrogations, il faudrait qu'il y ait une mise à plat et des réunions internes à l'UMP pour évoquer le problème. 11 millions d'euros sont partis quelque part, il faut savoir comment ils ont

été dépensés. »

« Le retour de Nicolas Sarkozy ne me gêne absolument pas. Pour les militants et les sympathisants, il reste le préféré aujourd'hui. Sa présidence apparaît bien meilleure que celle de François Hollande. Des accusations sont faites contre lui, mais je m'en méfie comme de la peste. Je reste très circonspect sur les affaires judiciaires, surtout dans le milieu politique. »

Étienne Blanc, secrétaire national, député et président de la fédération départementale de l'Ain. Avait soutenu Jean-François Copé en novembre 2012.



Etienne Blanc. © Facebook/Etienne Blanc

« L'UMP est composée de deux strates bien identifiées : celle des responsables locaux qui tirent leur force politique des militants et celle des responsables parisiens. Je m'aperçois que cette élite parisienne est aussi celle qui a les analyses politiques les moins foudroyantes. C'est un monde complètement déconnecté de la réalité. Bygmalion, c'est aussi le résultat de cette déconnexion. »

« Leur image, c'est aussi un peu la mienne. Quand ils hurlent, je suis éclaboussé. On nous met dans le même sac que les autres. Ce qui me frappe le plus, c'est que cette élite politique évolue dans un monde où la loyauté et l'éthique sont souvent absentes. C'est un monde qui existe en se singularisant sur des comportements qui ne sont pas dignes d'une famille politique. C'est exaspérant. »

« Nicolas Sarkozy est sans doute celui qui a le plus de talent. Il a vraiment une carte à jouer, mais est-ce que c'est le moment ? Toutes les affaires dont on parle vont être sur la place

publique en 2016, ça va être compliqué. Sarkozy n'est pas très bien entouré. Ceux qui sont ses porte-parole ne sont pas respectés. »

« J'exige la vérité sur l'affaire Bygmalion. J'aimerais que l'UMP face un audit pour comprendre la chaîne des décisions. Car les responsabilités sont pénales, mais aussi éthiques. J'ai rencontré une femme qui a donné 20 euros pour le "Sarkothon". Elle gagnait 420 euros de retraite par mois. Elle aussi a le droit à la vérité. »

« Quand vous êtes dans une entreprise, si quelqu'un manque d'éthique, on en tire les conséquences, mais en politique c'est toléré. C'est si vrai que quand les gens ont été condamnés, ils reviennent. Cela déclenche chez moi une amertume profonde et je ne vous cache pas que parfois, on a envie de poser le sac. »

mediapart.fr

**A Suivre...
La Presse en
Revue**